Déclaration

La parité politique femmes/hommes est encore loin de l'Hémicycle !

En France, malgré la loi sur la parité qui prévoit 50 % de candidatures féminines pour la députation à 1'Asseinblée nationale, cette dernière **reste imperturbablement un monde d'hommes.** Les femmes ne représentent que **74** des 577 **députéEs éluEs** en 2002, soit 12,8 % ! Dans l'Union européenne, seules la Slovénie et l'Italie font pire que la France en matière de sous-représentation des femmes au Parlement, Et la France reste très loin de la Suède (45 % de femmes au Parlement) ou de l'Allemagne (31,6 % des femmes au Bundestag).

Les causes sont pourtant depuis longtemps repérées
- le désintérêt des grands partis politiques pour la parité (ils préfèrent payer les amendes plutôt que de respecter la parité des candidatures)
- le système électoral majoritaire de circonscription (les partis réservent de facto aux candidats hommes les circonscriptions qui leur sont les plus favorables).
- le cumul des mandats qui ne participe guère au renouvellement du personnel politique et enracine l'image « modèle » du notable local, toujours masculin.

Mais le tableau est encore plus dramatique en termes de répartition des respousabilîtés .au sein de l'Assemblée: aucune femme n'a siégé à la Présidence. On ne compte qu'une seule femme parmi les actuels vice-présidents et pas une seule à la tête d'une commission permanente . Aucune n'a jamais présidé un groupe politique.

Sur l'ensemble des bureaux des commissions permanentes, on ne dénombre que 3 femmes sur 74 postes (6 %), Le bilan est encore plus catastrophique dans les offices parlementaires et autres délégations (hormis, bien sûr, la Délégation aux droits des femmes). Enfin, en quatre ans de législature, seules 67 lois ont été rapportées par une femme sur les 973 lois déjà présentées (soit 6,8 % de rapporteures femmes).

Alors que nous entrons pour les législatives de 2007 en période d'investiture des candidatures, espérons que les grands partis politiques français joueront enfin le jeu de la parité, celui de la modernisation de la vie politique, en proposant des candidatures féminines dans des circonscriptions qu'ils estiment véritablement gagnables pour eux.

Les difficultés, en tant que femmes, ne se limitent pas aux élections. Elles se poursuivent dans le fonctionnement quotidien des institutions, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO appelle dès à présent les futures femmes députées à exiger une juste représentation à tous les niveaux de l'Assemblée nationale.